

Questions au Feuilleton

b) Les normes utilisées par mon ministère pour déterminer les articles qui devraient être classifiés en vertu du numéro tarifaire 99201-1 sont fondées sur des décisions des tribunaux rendues en vertu de la loi sur les douanes et des articles comparables du Code criminel ayant trait à la vente et à la distribution du matériel obscène. Notre administration tente le plus possible de tenir compte de ce que les Canadiens en général estiment être immoral ou indécent.

3. Oui. Mon ministère continuera à prendre en considération les nombreuses et récentes décisions des tribunaux dans l'application du numéro tarifaire 99201-1. De plus de telles décisions continueront d'être reflétées dans les directives ministérielles pertinentes qui sont révisées régulièrement comme il est requis. Mon ministère à cet égard tiendra compte aussi des conclusions du «Comité Fraser sur la pornographie et la prostitution» formé récemment conformément au désir de mon collègue, le ministre de la Justice et Procureur général du Canada. Le rapport final du Comité est prévu pour décembre 1984.

LE SERVICE FORESTIER DU CANADA

Question n° 358—M. St. Germain:

1. Depuis 1978, combien de projets ont été subventionnés par province, et à quel coût, en vertu du programme ENFOR du Service forestier du Canada?

2. Des \$30 millions prévus à l'origine pour le programme ENFOR, combien reste-t-il pour subventionner des projets?

L'hon. Chas L. Caccia (ministre de l'Environnement): 1. Voici le nombre de projets réalisés à contrat dans le cadre du programme ENFOR depuis 1978 et une ventilation des sommes affectées, par province:

Alb.	11	\$ 668,000
C.-B.	58	7,095,000
Man.	4	160,000
N.-B.	15	854,000
T.-N.	15	1,283,000
N.-É.	5	434,000
Ont.	84	8,209,000
Î.-P.-É.	2	17,000
Qué.	52	6,411,000
Sask.	9	708,000
Total	255	\$25,839,000

Le reste de la somme de 30 millions de dollars allouée au programme ENFOR a été consacré à la gestion du programme, à l'administration et au transfert de la technologie.

2. Le crédit de 30 millions de dollars initialement alloués se répartissait sur la durée du programme, c'est-à-dire 6 ans. Il ne reste donc rien pour le soutien des projets. Une partie des travaux financés dans le cadre du programme se poursuit néanmoins sous la même appellation; environ 2 millions de dollars seront réservés au soutien des projets durant l'année 1984-1985.

LA CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE

Question n° 360—M. St. Germain:

1. Quelle est la liste de tous les membres du conseil d'administration de la Corporation commerciale canadienne et, dans chaque cas, quels sont a) ses antécédents et son expérience, b) la durée de son mandat, c) sa rémunération, y compris le traitement et les frais de déplacement, et combien l'intéressé a-t-il touché depuis sa nomination jusqu'à ce jour?

2. Existe-t-il un conseil consultatif industriel de la Corporation commerciale canadienne et, dans l'affirmative, quelle est la liste de tous ses membres et, dans chaque cas, quels sont a) ses antécédents et son

expérience, b) la durée de son mandat, c) sa rémunération, y compris le traitement et les frais de déplacement, et combien l'intéressé a-t-il touché depuis sa nomination jusqu'à ce jour?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): 1. a), b), c) et d): Voir ci-après.

2. Oui (Voir ci-après).

a) Voir ci-après.

b) Nommés par le Conseil d'administration jusqu'à révocation.

c) Les membres du comité consultatif industriel ne reçoivent aucune rémunération, que ce soit sous forme de traitement, ou de frais de déplacement.

Comité consultatif industriel

Organisation

Association des industries aérospatiales du Canada (AIAC)	1.	—Président
	2.	V. V. R. Symonds (Litton Systems Canada Limited)—Président, comité de commercialisation
Association des ingénieurs conseils du Canada (AICC)	3.	C. G. Smallridge—Vice-président (Lavalin Inc.)
	4.	H. R. Pinault—Directeur gérant
Association des banquiers du Canada (ABC)	5.	E. J. Morris (Banque de commerce canadienne impériale)—Président, comité import/export, ABC
Chambre de commerce du Canada (ChCC)	6.	S. F. Hughes—Président
	7.	(à remplacer)—Président, comité des affaires internationales
Association canadienne de la construction (ACC)	8.	R. E. Nuth—Président
	9.	R. Balfour (R.B.E.C.S. Ltd.)—Président, comité d'exportation de l'ABC
Association canadienne d'exportation (ACE)	10.	T. M. Burns—Président
	11.	P. G. Opler (The Foundation Company of Canada Limited)—Président, comité des projets de biens d'équipement à l'étranger
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI)	12.	J. F. Bulloch—Président
Association des manufacturiers canadiens (AMC)	13.	R. L. Phillips—Président
	14.	Ronald McCallum (Hawker Siddeley Canada Ltd.)—Président, comité d'exportation de l'AMC
Association des manufacturiers d'équipement électrique et électronique du Canada (AMEEC)	15.	D. E. P. Armour—Président
	16.	N. J. Fodor (Electrovert Limited)—Président, conseil d'exportation
Institut royal d'architecture du Canada (IRAC)	17.	Directeur Exécutif
	18.	Boris Zerafa, FRAIC